

• **Mai 2021 • Numéro 184** •

De nos terrasses semi ouvertes, les yeux sur la France et le monde et ce n’est pas réjouissant

Edito : Macron Circus

*Par Jean-Luc Gonneau*

*Youpi, zim boum badadam, les terrasses réouvrent. On est liiiibres !Bon, il ne faut pas exagérer quand même. Libres mais avec un masque. Le petit malin qui déposera un brevet pour un masque avec un trou pour une paille, bien utile pour l’apéro en terrasse pourrait ramasser un pactole, et pourrait même l’exporter, à défaut de vaccins qu’on n’a pas : le french style cocktail mask, c’est ça aussi la patte d’une start up nation. Libre, mais avec gestes barrières et distanciation sociale. Jusqu’à l’arrivée de la novlangue macronienne, je pensais que la distanciation sociale était celle qui séparait, par exemple, un bernararno d’un livreurdelivero. Ben non. Magie des mots. Libres, mais retour au bercail à 21h, car la liberté, c’est comme toutes les bonnes choses, il ne faut pas en abuser.*

*Liberté (voir plus haut), égalité (rires dans la salle), fraternité. C’est la devise de la France, «pays des droits de l’homme», un concept que*

*nous ne nous foulons pas à exporter, contrairement aux armes que nous fournissons à foison à des pays véritablement en pointe en matière des droits de l’homme, Arabie Saoudite et autres émirats, Egypte du maréchal Sissi, droits-de-l’hommiste bien connu. Sans parler du soutien via des multinationales françaises à des dictatures africaines ou à la Birmanie, où le groupe Total arrose copieusement les généraux birmans au pouvoir, ainsi que le montre dans ces colonnes l’article de Francis Christophe.*

*Nous ne partirions certainement pas en vacances avec les dirigeants du Hamas. Ce qui n’empêche pas d’être scandalisés par ce qui se passe en Palestine, à Gaza, à Jerusalem et dans d’autres zones. En partie masquée par la répression tonitruante, plus que disproportionnée mise en place par Israël, le dépeçage de la Palestine se poursuit insidieusement, «achats forçés» d’habitations, expansions des «colonies». Nous avons en conséquence vivement apprécié l’attitude de la France, toute en finesse et discrétion : pas un mot, pas un geste. Peut-être l’expression «d’une vive préoccupation sur la situation» en Palestine, ce genre de communiqué des chancelleries dont les traductions en langage plus clair oscillent entre «on ne veut pas gêner» et «on s’en tamponne le coquillard» ? Nous ne sommes pas naïfs, nous savons qu’en matière de politique internationale, plus encore qu’au niveau national ou local, il est difficile de garder les mains propres. La question est jusqu’à quel point ?*

*Pendant ce temps, nos organisations politiques astiquent leurs armes pour les toutes proches élections régionales, sur fond de préparation de l’échéance présidentielle. Il semble que le président de la république concentre toute son attention sur la lutte contre le chômage, non, là on déconne, sur la réduction des inégalités, non, là, on plaisante, sur le dynamitage de la droite «classique», ah, voilà qui est plus sérieux. Et pendant ce temps, la gauche continue à crier unité ! unité ! et chacun continue à tracer son propre chemin. Mélenchon, qui a quelques titres à le faire, d’abord, Roussel maintenant, sans doute un écolo dans l’attente du match Jadot-Piolle, un.e socialiste (moins ils pèsent, plus les postulant.es sont nombreux). Pendant ce temps-là, le Rassemblement national compte les points, soutient au passage des militaires en déshérence, infuse largement ses venins au sein de la police (qu’en est-il de ces réseaux internet où quelques centaines, peut-être milliers de policiers rivalisaient de propos racistes ou sexistes ? Y a-t-il eu des sanctions ? Motus.)*

**Au sommaire de ce numéro**

**La montée des extrêmes** L’explosion des inégalités entre riches et pauvres, au-delà de considérations morale est porteuse de graves dangers avec la montée des thèmes portés par l’extrême droite. Une implacable analyse de **Yann Fiévet**.

**Palestine : l’historique (et stratégique) déshumanisation d’un peuple Jorge Majfud**, écrivain, essayiste et universitaire uruguayen, situe la situation de la Palestine dans une longue, et dramatique, continuité historique, abordant esclavage et « conquête » de l’Amérique. Eclairant et passionnant.

.

Notre siècle et ses périls Michel Rogalski pointe deux périls majeurs dans ce siècle commençant : les affrontements liés à la religion, et les conséquences du changement climatique. Les prévenir suppose des initiatives fortes, mais qui ne doivent pas pour autant négliger les besoins pressants d’une large majorité de la population mondiale

Chroniques du temps de la grippe pangoline Une nouvelle chronique de Julie d’Aiglemont, à propos du roi Manu et de sa cour, où elle papillonne entre la pandémie, la reconversion professionnelle de Benjamin Griveaux, la Palestine et les chausse-trappes de la politique marseillaise. Triste constat traité avec un humour percutant

**Féminicides : stop com** Co-fondatrice du Collectif Les effronté.es, **Fatima Benomar**, à partir du constat qu’il ne se passe guère de semaine sans qu’une femme soit assassinée, dénonce la faiblesse des moyens mis en place pour endiguer cette triste calamité, que quelques discours martiaux ou compassionnels ne suffisent pas à masquer. Elle indique quelques unes des mesures à mettre en place, parfois annoncées, rarement suivies d’effets.

ConsentementS Plusieurs affaires de relations sexuelles entre des adultes et des enfants ont donné à maint débats sur la notion de consentement. Saül Karsz nous propose une analyse dépassionnée et claire sur un sujet qui nourrit bien des controverses.

Aides publiques et dividendes : les hypocrisies de l’Etat actionnaire A partir des cas d’EDF et de Thalès dans leurs politiques de distribution de dividendes, Olivier Petitjean montre comment l’Etat reprend d’une main ce qu’elle à donné de l’autre.

Birmanie : vers des sanctions énergiques contre les généraux ? Ce n’est pas la première fois que les liaisons dangereuses entre Total et la junte birmane sont pointées. Francis Christophe entrevoit un possible changement : Joe Biden envisage de frapper les généraux dans leurs financements opaques. Double bénef’ : ça embête Total et ça pose en défenseur de la démocratie

Publier un livre politique, ou comment faire campagne sans le dire Plusieurs prétendants à de hautes fonctions, d’anciens responsables souhaitant ne pas se faire oublier publient un livre politique. L’universitaire Christian Le Bart nous livre une plaisante et perspicace analyse de ce moyen de communication

Les rois du nonsense 4. C’est un texte d’un collégien africain, Aly Camara qui nous a fait (beaucoup) rire.

Les trouvailles d’Agnès Bihl Talentueuse chanteuse et parolière, espiègle et engagée, Agnès Bihl propose sur sa page facebook un florilège de traits d’humour glanés sur le net. On vous en offre ici 3.

**La montée des extrêmes**

*Par* ***Yann Fiévet***

L’un des «riches» enseignements que nous livrera le bilan de la pandémie nommée Covid 19 quand nous en aurons terminé avec elle – ce qui ne semble pas promis pour demain matin – sera la formidable aggravation des inégalités socio-économiques dans la plupart des sociétés que compte notre planète. C’est bien sûr ce qui survient toujours lors des grandes catastrophes, les nantis étant mieux armés pour y faire face tandis que les démunis les subissent de plein fouet. Les conséquences inégales de l’actuelle pandémie vont cependant d’ores-et-déjà très au-delà de ce qu’il était possible d’imaginer. C’est peu dire que les riches s’y enrichissent largement quand les pauvres s’y appauvrissent encore. C’est que durant la grande crise sanitaire les affaires – commerciales et surtout financières - et leurs effets délétères sont allègrement poursuivis.

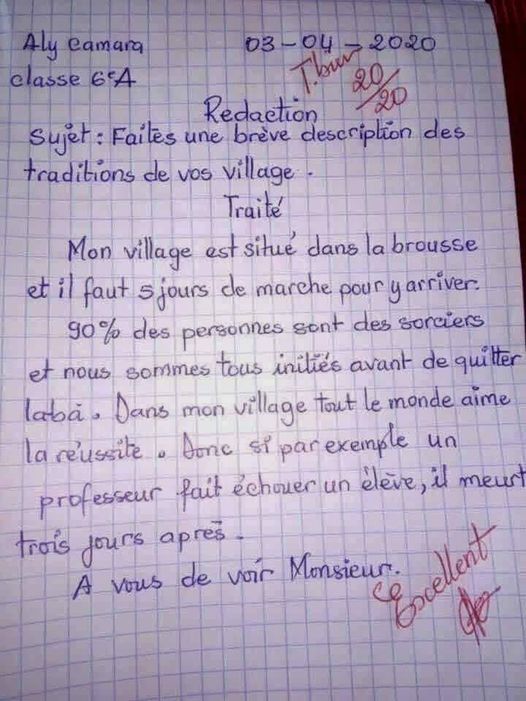
Un bref survol du panorama de l’extrême richesse, publié début avril par le magazine Forbes, permet de mesurer les dégâts alors même que la crise n’a pas encore livré toutes ses surprises. Entre mars 2020 et mars 2021, la bonne fortune des milliardaires a battu tous les records : la fortune des vingt individus les plus riches de la planète a augmenté de 62 % tandis que celle des milliardaires français augmentait de 170 milliards d’euros, soit une hausse moyenne de 40%. Parmi les trente-huit milliardaires que la France comptait en mars 2020, seulement quatre ont vu leur fortune légèrement baisser pendant la période considérée. La France compte désormais quatre milliardaires de plus, dont le fondateur du laboratoire Moderna. la fortune de Bernard Arnault (propriétaire de LVMH et troisième fortune mondiale) a presque doublé en un an, soit une hausse de 62 milliards d’euros. La fortune de Françoise Meyer-Bettencourt (héritière de L’Oréal et femme la plus riche du monde) a augmenté de 20,7 milliards d’euros. Voilà pour les ultra-riches. Les riches plus ordinaires s’en sortent sûrement pas mal non plus ! A l’autre extrémité du spectre de la richesse si mal distribuée le sort des «précaires» - que l’ultra-libéralisme de la dernière décennie n’a cessé de produire - va sortir plus dégradé de la pandémie. En France, ces millions de gens bénéficient peu des mesures de l’Etat mises en place pour maintenir à flots une économie incertaine ; nombre d’entre eux passent déjà de la pauvreté à la misère. Le nombre de nos congénères vivant sous le seuil de pauvreté va sans nul doute nettement augmenter.

Si nous faisions collectivement preuve d’intelligence (non artificielle) nous profiterions de l’occasion que nous offre la pandémie : les heureux profiteurs de la manne providentielle se devraient alors de payer en partie substantielle les dégâts subis par la part la moins favorisée de notre population. Quand le secrétaire général de l’ONU, le FMI, Joe Biden et même la banque d’affaire JP Morgan appellent à une taxation des ultra-riches et des multinationales pour répondre à la crise, le gouvernement français s’entête à vouloir préserver «quoi qu’il en coûte» les plus fortunés. Au nom d’une «saine gestion indispensable» il annonce déjà un plan d’austérité de 10 ans, voire plus, c’est-à-dire une austérité perpétuelle, justifiant ainsi l’achèvement de la destruction de toute action publique véritable. Emmanuel Macron choisit donc de faire les poches des allocataires du chômage ou des retraités les plus modestes par une énième cure d’austérité qui se traduira immanquablement par un nouvel appauvrissement de la majorité de la population.

En fait, notre pays ne fait pas exception. « Bon nombre de démocraties ont laissé, depuis plusieurs décennies, les inégalités socio-économiques se creuser et se sont orientées vers des débats portant sur l’immigration, l’identité nationale ou l’intégration. Dans ce basculement, les sociétés se droitisent, quand elles ne se tribalisent pas, et l’on fait mine de croire que les affrontements de classes n’existent plus. L’idée selon laquelle les classes populaires qui se rendent encore dans les urnes y déposeraient un bulletin allant à l’encontre de leurs intérêts est ainsi largement attribuable à la marginalisation des déterminants socio-économiques au profit d’affrontements sur les valeurs, de guerres culturelles ou de la sur-mobilisation d’identités raciales ou ethniques. A ce jeu de dupes mortifère ce sont d’autres extrêmes que l’on nourrit : dans l’arène politique la surenchère sur «les valeurs» fait partout le lit des extrêmes-droites. Depuis plus de quatre ans maintenant Emmanuel Macron joue lui-même cette partition-là. En faisant régulièrement des concessions à la droite extrême et à l’extrême-droite dans l’espoir de les battre en 2022 il ne fait qu’apporter un crédit dangereux à leurs discours de fermeture. La catastrophe alors n’est plus très loin comme le prédisaient certains rares observateurs lorsque Jupiter est entré à l’Elysée en 2017. Comme l’on aimerait être détrompé !

Les Rois du Nonsense 4

*Par Aly Camara (Glané sur le net par Lenina Pereira Machadinha et Samira Soussou)*



**Palestine : l’historique (et stratégique) déshumanisation d’un peuple**

*Par* ***Jorge Majfud (traduit de l’espagnol par Estelle et Carlos Debiasi)***

Le 4 décembre 1832, le président Andrew Jackson, connu (où on le connaissait bien) par le surnom de *Tueur d’indiens*, a fait un joli discours devant le Congrès de son pays. «Sans doute», a-t-il dit, «l’intérêt de la République est que les nouvelles terres soient occupées le plus tôt possible. La richesse et la force d’un pays réside dans sa population, et la meilleure partie de cette population ce sont les fermiers. Les agriculteurs indépendants sont, partout, la base de la société et sont les vrais amis de la liberté … Les indiens ont été complètement vaincus et la bande de mécontents a été expulsée ou détruite … Bien que nous ayons du agir avec dureté, ce fut nécessaire ; ils nous ont agressé sans que nous les provoquions, et nous espérons qu’ils ont appris pour toujours la leçon salutaire». «*Ils nous ont agressés sans que nous les provoquions*», «*nous avons été attaqués les premiers*», «*nous avons dû nous défendre*» … Ces phrases se répéteront tout au long des siècles à venir et mobiliseront, avec un fanatisme extrême, des millions et des millions de patriotes.

Un siècle et demi après, en mai 1971, l’acteur le plus commun et producteur de westerns, porte parole de la suprématie blanche et amoureuse des armes, John Wayne, a affirmé dans un entretien pour la revue *People* que les réserves d’indiens aux États-Unis étaient un vice socialiste. Personne n’est responsable de ce qui est arrivé dans le passé, a t –il dit, quand «il y avait beaucoup de gens qui avaient besoin de terres et les indiens voulaient les garder de façon égoïste».Il ne s’agissait pas des tribus dispersées mais de nations organisées, aussi nombreuses que les colons qui défendaient leurs propres frontières mais poussaient sans limite les frontières des autres, et les deux choses étaient faites avec fierté et fanatisme patriotique. Jamais n’ont compté ni les vies des races inférieures ni les multiples traités signés avec ceux qui possédaient des terres plus attrayantes que leurs femmes. Le pays des lois a violé toutes les lois, même les siennes propres, quand il s’est agit de dépouiller d’un bien matériel le voisin. Tout a été fait au nom de la Liberté, de la Démocratie, de Dieu et d’une interprétation biblique tirée par les cheveux, comme l’était le mythe du Destin manifeste. Ni les indiens ne pourront utiliser une Bible pour réclamer que les terres leur appartenant parce que leurs aïeux l’ont possédée depuis des siècles, ni les noirs ne pourront réclamer une compensation pour avoir construit un pays et une structure qui a perpétué les ghettos, la discrimination et les privilèges de couleur jusqu’à aujourd’hui. Ni les Latinoaméricains ne pourront réclamer les centaines de tonnes d’or et les milliers de tonnes d’argent qui ont enrichi l’Europe et qui dorment encore dans les Banques centrales pour la stabilité du développement des civilisés. Pour ne pas entrer dans des détails comme le guano [[1](http://www.elcorreo.eu.org/Palestine-l-historique-et-strategique-deshumanisation-d-un-peuple#nb1)] ou l’héritage de sociétés pathétiques en Amérique Latine, consolidées dans une structure, une culture et une mentalité coloniale et colonisée.

Le conflit un palestino-israélien n’est pas très différent, parce que la nature humaine n’est pas différente. Comme la stratégie n’est pas différente de confondre judaïsme et le peuple juif martyrisé, au long des siècles, avec l’État de l’Israël et son puissant appareil de propagande, qui est encore plus impressionnant que son multimillionnaire pouvoir militaire, appuyé par des milliards de dollars par an, sortis des coffres de Washington. Nombreux tombent dans ce piège des drapeaux, trahissant une histoire tragique de milliers d’années de s’opposer aux pouvoirs du moment et d’en souffrir. Ils oublient, par exemple, que l’une des périodes les plus longues et plus prospères du peuple juif en Europe a découlé de la protection des musulmans en Espagne durant presque huit siècles, et a pris fin avec son expulsion et persécution quand ses protecteurs arabes ont été vaincus par les chrétiens en 1492. L’islam a toléré et a accepté les Juifs bien qu’ils ne reconnaissaient pas Jésus (sacré pour l’islam) comme un vrai prophète. Les fanatiques chrétiens non. Ils n’ont toléré ni les uns et ni les autres : les uns pour croire en Mahomet et les autres pour ne pas croire en Jésus.

Tout le monde ne tombe pas dans le piège. Par exemple, mes innombrables amis juifs sont trop cultivés et intelligents pour avaler un tel artifice. De même pour diverses communautés juives en Europe et aux États-Unis, qui ont le courage de dire non à l’apartheid au Moyen Orient moyen, «pas en notre nom». Mais les confusions nationalistes sont stratégiques, et servent toujours, comme le patriotisme des colons, à ceux de là-haut. En Amérique Latine, l’attitude est différente, peut-être à causes des mêmes raisons qui mènent la classe dirigeante à polir des monuments sans lire leurs noms.

Dans le conflit le plus récent en Cananée (une escarmouche, comparée à la liste inépuisable de tragédies accumulées depuis le XXe siècle), dans en deux jours 30 palestiniens et trois Israéliens sont déjà morts. Comme d’habitude, un tiers des palestiniens morts sont des enfants, mais ils disent qu’ils étaient terroristes. Les présidents comme celui de l’Uruguay, Lacalle Pou, ne se sont pas fait attendre. Lents pour presque tout, ils n’ont pas douté pour se solidariser seulement avec un des côtés du conflit. Le côté de la sécurité. Il n’est pas nécessaire de savoir que ce n’est pas le côté qui a apporté le plus de morts, parce que c’est une tradition à Gaza, le plus grand ghetto du monde, et une tradition pour beaucoup de chrétiens qui ferait honte même au maître qu’ ils prétendent suivre : être dur avec ceux d’en bas et mous avec ceux d’en haut. Il est si pénible de vivre en défendant le plus fort, qui fait honte à autrui.

La logique est claire : le droit à la légitime défense s’applique seulement à quelques peuples ; pas à tous. Le droit d’avoir un pays, avec ses lois et ses institutions indépendantes, s’applique seulement à un peuple. La solidarité des puissants et leurs vassaux, s’applique seulement à un peuple. Comme si cela n’était pas assez, la même formule habituelle s’applique : on taille l’histoire des attaques et des réactions par le côté le plus convenable et on l’appelle défense à la provocation, à la persécution, et à l’oppression.

Bien sûr, toute vie perdue est à regretter. D’un côté comme de l’autre. Mais pour cela même, messieurs. Pour cela même, messieurs les présidents, quelques uns parmi nous, nous voulons savoir : les palestiniens, les enfants, les hommes et les femmes, n’existent-il pas ? Seulement les hommes et femmes à pied se solidarisent avec ceux ? Est-il si difficile d’avoir un peu de dignité humaine et d’oublier les drapeaux et que certains tuent encore au nom du Dieu et pour des raisons plus matérielles ? Non, bien sur, les palestiniens n’ont jamais existé. Ils ont la double condition d’être invariablement terroristes et de n’avoir jamais existé. Une vraie prouesse ontologique.

Messieurs dans le vain et honteux pouvoir du moment : je ne vous demande pas de quoi vous avez peur parce que c’est quelque chose de trop évident. Il est aussi évident que ça ne compte pas pour vous de choisir le côté du pouvoir et la sécurité. Mais sachez que l’histoire sera implacable. Si l’histoire ne vous importe pas mais que la Bible vous pèse, imaginez seulement pour un instant que Jésus put être sauvé de devenir un autre rebelle exécuté par l’empire de l’époque. Il avait seulement qu’à se solidariser avec Ponce Pilate, avec les pharisiens, avec les maîtres de la loi, et avec l’excellentissime Empereur et Général Tiberius.

*(1) Le guano, provenant du quechua (wanu) est tout d’abord un amas d’excréments d’oiseaux marins ou de chauves-souris qui a longtemps constitué l’habitat d’oiseaux marins qui venaient nicher dessus et pondaient leurs œufs à l’intérieur tel le manchot du Cap. Ce guano fut par la suite considéré comme une substance fertilisante et les humains ont décidé de l’utiliser en tant qu’engrais très efficace, en vertu de sa grande concentration en composés azotés. Les sols manquant de matières organiques peuvent alors être rendus bien plus productifs. Cependant, cet usage intensif du guano prélevé en trop grande quantité a eu un effet destructeur sur la nidification d’espèces d’oiseaux les amenant quasiment au bord de l’extinction.*

*Paru dans* [*El Correo de la Diaspora*](http://www.elcorreo.eu.org/Palestina-la-historica-y-estrategica-deshumanizacion-de-un-pueblo)[*http://www.elcorreo.eu.org*](http://www.elcorreo.eu.org)

Les trouvailles d’Agnès Bihl 1

*Glanées sur le net par* ***Agnès Bihl***



Notre siècle et ses périls

*Par* ***Michel Rogalski****.*

On sait combien le siècle dernier fut lourd d’affrontements, de guerres, de crises et de bouleversements mondiaux et comment il nourrit, en finissant, l’espoir que le prochain serait meilleur.

Déjà bien entamé, l’actuel accumule rapidement tous les ingrédients de menaces et de périls dont l’identification se précise sans que les problèmes du siècle dernier n’aient pour autant disparus. On retiendra pour mémoire, au risque d’être incomplet, la misère et les inégalités grandissantes, la puissance des multinationales et de la finance mondialisée, le pouvoir incontrôlable des Gafas et le poids opaque réseaux asociaux qu’ils stimulent, la montée des flux migratoires à la fois inévitable et impossible, la prolifération des réseaux maffieux notamment articulés à ceux de la drogue et bien sûr la quête d’hégémonie mondiale par certains pays qui la pensent naturelle et la mette au cœur de leur stratégie avec tous les moyens de leur puissance et n’hésitent pas à brandir le moyen de l’arme nucléaire. À ces périls, trame de fond à laquelle on pourrait s’accoutumer, s’ajoute aujourd’hui des menaces qui se laissent entrevoir et qui accompagneront le XXIème siècle.

**Le retour des extrémismes religieux**

André Malraux, nous avait mis en garde sur le retour du religieux. Sans être entendu, tellement nous étions persuadés que l’entrée dans l’ère des Lumières, de la raison, de la science et du progrès, ne pouvait conduire qu’à un monde débarrassé de ces croyances. Tous s’accordaient sur la disparition de la présence divine dans la gestion des affaires du monde. On croyait acquis de façon définitive que les lois divines n’auraient plus cours sur terre dès lors que les hommes avaient pris leur destin en main et pensaient pouvoir décider eux-mêmes des lois qui régiraient leurs relations. On a cru à une grande bifurcation de l’humanité. Le monde qui se dessine semble en être très différent. De partout, des signes montent qui attestent non seulement du retour du religieux, mais de ce qu’il peut véhiculer de pire. C’est sous la forme d’idéologie théologico-politique, moyenâgeuse, rétrograde et parfois barbare que la renaissance conquérante s’opère.

L’ensemble du continent américain est sous l’influence montante des sectes évangéliques et de toutes les formes de crédulités sectaires. Ces forces jouent déjà des rôles majeurs dans maints pays d’Amérique latine et ont contribué aux virages politiques des dernières années. Elles s’inscrivent toutes dans la mouvance des droites extrêmes et disposent d’importants moyens financiers. Aux États-Unis, ces Églises comptent plus de 90 millions d’adeptes et prennent appui sur près de 200 élus au Congrès. Mais aujourd’hui la religion la plus « opiacée » est la religion musulmane dont la fraction sunnite se déchire autour de l’interprétation des textes sacrés et a donné naissance à des courants se réclamant du salafisme ou des Frères musulmans. Certains se sont lancés dans le djihadisme avec succès puisqu’ils ont défait une première fois les Soviétiques en Afghanistan, puis une seconde fois une coalition occidentale emmenée par l’Otan. Aujourd’hui les Talibans y sont ainsi aux portes du pouvoir. Battus – mais à quel prix – en Algérie et en Syrie, ils se répandent en Afrique, du Maghreb au Mozambique, et ambitionnent d’étendre leur influence en s’appuyant sur de fortes diasporas installées dans le monde occidental. Là, ils travaillent les communautés musulmanes en essayant de leur faire croire qu’elles ne pourraient pas y pratiquer pleinement leur culte et les invitent à défier les principes de la République contraire aux lois divines. Les puissances publiques sont tétanisées ne sachant comment agir. Elles sont confrontées à trois poupées russes encastrées les unes dans les autres. La première, la masse de la communauté musulmane souvent installée de longue date et ayant adhéré aux principes de la laïcité sans réticences majeures, à l’exception de sa fraction la plus jeune sensible aux discours islamistes. La seconde, encastrée dans la première, minoritaire et travaillée par les mouvances salafistes ou des Frères musulmans s’oppose clairement aux lois républicaines qu’elle teste en permanence afin d’en dévoiler le caractère impie. Enfin la troisième ayant basculée dans un djihadisme violent souvent articulé à des réseaux internationaux. Chacune de ces poupées relève d’une approche différenciée. La troisième relève d’une neutralisation et concerne des services spécialisés dans la guerre de l’ombre. La seconde relève d’un conflit interne à la religion musulmane qui rend toute tentative d’ingérence en situation d’extériorité contre-productive car elle n’aurait d’autre effet que de désigner les «bons» croyants suspects de pactiser avec les mécréants. Avec la première, la communauté musulmane, tout doit être mis en œuvre pour que cesse les politiques discriminatoires qui n’ont d’autre effet que de nourrir des aspirations sécessionnistes alimentées par le sentiment d’appartenance à une oumma mondialisée dont les règles s’imposeraient à toutes lois nationales. Cette « double allégeance » ne peut être contrariée que par une meilleure intégration. En faire l’impasse, comme multiplier les interventions armées en terre musulmane ne peut que conduire à l’échec. Car l’enjeu c’est la première poupée russe qu’il convient de ne pas égratigner en réduisant les deux autres.

**Climat : la lettre qui change tout !**

La seconde grande menace qui accompagnera tout le siècle à venir concerne la perspective du changement climatique. Depuis le Sommet de Rio en 1992 la question figure dans les priorités de l’agenda international. Elle remet en cause des intérêts essentiels de la vie économique. Tout est à revoir. La façon de produire, de consommer, de se loger, de se transporter, de s’alimenter, etc. Bref, il s’agit d’inventer une société décarbonée et promouvoir des modes de production et des styles de vies plus respectueux de l'environnement. On comprend l’ampleur des réticences et les efforts consacrés par certains à mettre des freins à toute évolution dans cette direction. Ceux qui s’estiment lésés par de tels changements ne restent pas inactifs. Ils sont nombreux et occupent des places de pouvoir. Ils n’ont pas hésité à rallier à eux quelques quarterons de scientifiques et de lobbies qui ont contribué à diffuser un climato-scepticisme. Mais depuis une quarantaine d’années le débat d’idées les a fait reculer, les obligeant tout d’abord à sortir du déni sur la réalité du réchauffement, puis à admettre le caractère indiscutable du rôle du facteur humain, même si quelques discussions peuvent encore porter sur la part de la contribution anthropique. La communauté internationale dans la foulée du Protocole de Kyoto signé en 1997, mais seulement ratifié en 2003, s’est engagée dans de vastes sommets étatiques mondiaux annuels dont les plus marquants furent ceux de Copenhague (2009) et de Paris (2015), généralement envahis par les associations environnementales. L’objectif étant de définir l’ampleur des efforts à consentir et surtout leur rythme. Un consensus est ainsi apparu autour de l’idée qu’il s’agissait d’une menace globale pour la poursuite de l’activité humaine sur la planète et donc sur l’urgence d’agir. À plusieurs reprises, des préconisations ont été formulées pour insister sur l’urgence des actions nécessaires et sur le coût potentiel engendré par tout retard à leur mise en œuvre. Le débat porte également sur les formes de régime de coordination internationale efficace, les critères et les instruments d’analyse économique utilisables pour permettre l’implication équitable des différents états et l’acceptation par les opinions publiques des coûts associés aux mesures nécessaires.

À l’approche des grands sommets qui ponctuent ces luttes, les milieux associatifs et partis politiques s’emploient à accompagner l’événement à coups de déclarations et prises de positions reflétant un arc-en-ciel de postures. Dans la société civile un mot d’ordre semble s’être imposé, fier de sa radicalité : *«Changeons le système, pas le climat».*

Que beaucoup pensent qu’il est nécessaire de pointer les responsabilités et notamment les logiques d’un système économique qu’il convient de renverser relève du bon sens. À condition de garder en tête la spécificité du climat en tant que bien commun ayant vocation à concerner toute la population. Sans prendre le risque donc d’écarter inutilement des combats nécessaires tous ceux qui ne brandiraient pas un passeport antisystème. À condition également de ne pas oublier que la problématique climat est marquée par son caractère d’urgence qui impose un agenda beaucoup plus immédiat que celui du changement de système. Confondre les temporalités exposerait au risque de minimiser l’urgence du risque, voire de le considérer comme négligeable dans les actions à entreprendre.

Lorsqu’il s’agissait de défendre la paix – autre bien commun – il n’était pas demandé aux foules qui descendaient dans la rue de s’approprier une analyse des complexes militaro-industriels et de leurs relations avec le système économique. Chacun venait sur la base de ses motivations : éthique pour le monde religieux, sociale pour les syndicats, etc… Le mot d’ordre : *«Changeons le système par le climat»* constitue une invite plus ouverte et plus responsable. Comme quoi, une simple lettre peut tout changer. Cela mérite un débat sur la façon d’approcher les luttes sur les biens communs.

L’ampleur des efforts à faire pour changer de trajectoire est immense. Des moyens considérables devront être mobilisés. Comment imaginer que tous ceux qui sont victimes, ici et maintenant, des pires maux qui frappent la planète accepteront facilement que soient «détournés» ces moyens au bénéfice de générations futures, alors que la question qu’ils affrontent est celle de leur survie au quotidien. Vouloir les associer au sauvetage du climat sans satisfaire dès à présent leurs besoins pressants les plus essentiels ne saurait conduire qu’à l’impasse. Et le mouvement des «Gilets jaunes» nous a signifié que la conflictualité entre la fin du mois et la fin du monde n’était pas que l’apanage du tiers-monde.

*Texte Paru dans www.recherches-internationales.fr/*

Chroniques du temps de la grippe pangoline

*Par* ***Julie d’Aiglemont****.*

*Chronique du treizième jour du mois de mai, en l’an de disgrâce 2021 ; Où il est question de bon plaisir, de poids et de démesure et d’une bien peu ragoûtante farce.*

Le Roy se languissait fort que l’épidémie de grippe pangoline fût terminée. Son premier Grand Chambellan, le baron du Cachesex, partageait en tout point cette opinion. Comme on était au mois de mai, il suffisait de mettre en application le vieil adage «fais ce qu’il te plait». Le bon vouloir de Notre Volage Morticole, que l’étude des grimoires avait lassé – il en avait fait le tour et tout devenait d’un mortel ennui -, était donc que la vie pût reprendre son cours. La vie allait donc reprendre son cours. Les Riens et les Riennes étaient fortement incités à recevoir l’onction de la Sainte-Vaccine, bien qu’en certains lieux ce fût parfois chose malaisée, et qu’en d’autres on attendît vainement les impétrants. Le bon baron du Cachesex courait les salons des gazettes avec son air bonasse pour affirmer que les délais seraient tenus, foi de Gascon. On fit voter à la Chambre Basse un édit obligeant la populace à se munir d’un laisser-passer attestant que le porteur avait bien reçu la sainte onction ou que l’on s’était fait récemment écouvillonner.

Ce fut le moment que choisit le petit duc de Grivois pour quitter la Faction de la Marche et se démettre de sa charge de Dévôt. «La politique ne m’habite plus», tels furent les mots fort amers que prononça celui qui avait été le favori de Sa Versatile Complaisance et qui avait du renoncer au Tournoi des Bourgmestres, eu égard à ses frasques asticatoires. Le petit duc n’allait pas pour autant prendre l’habit et se faire moine. Il avait pris ses dispositions afin de s’établir comme conseiller en tactique et manœuvres diverses – il s’y entendait fort bien – et abreuver de sages paroles les chefs des maisons de négoce qui s’en remettraient à lui.

Le Roy avait d’autres chats à fouetter et il entendait en retirer quelque crédit. Le Royaume de l’Izrael et ce qui restait du royaume voisin de la Palestrine - le premier s’étant considérablement étendu sur le second, jusqu’à l’étouffer complètement - avaient recommencé leurs hostilités. Sa Verbeuse Diplomatie prit son cornet magique et s’entretint avec le Régent de la Palestrine, qu’il admonesta tout en lui présentant mielleusement ses condoléances pour les pertes humaines considérables que les canons de l’Izrael avaient provoquées. Il était de coutume depuis fort longtemps de renvoyer ces belligérants dos à dos, quoique leurs armées respectives fussent sans commune mesure. C’était David contre Goliath, et David était le Palestrinien. Notre Poudreux Téléphoniste promit qu’il s’entretiendrait avec le Grand Vizir de l’Izrael, Netéyahou 1er. Il ne faisait de mystère pour personne qu’il n’y aurait point d’admonestation. Le Roy se montrerait disert avec son grand ami. Pour preuve de son allégeance, il ordonna au duc du Dard-Malin que le Sieur Teutonic reçût tout pouvoir afin d’interdire la démonstration que les soutiens du peuple de la Palestrine entendaient faire dans les rues de Lutèce. Le Grand Prévôt, qui n’était jamais avare lorsqu’il s’agissait de réprimer et d’écrabouiller les ennemis du royaume, fit donc arrêter manu militari monsieur Hellebronus, le chef de ces subversifs, lequel sortait de chez le vieux baron du Truand, Grand Chambellan des Affaires de l’Extérieur, où il était allé plaider la cause de la Palestrine. On le menotta et on le mit en geôle. Gracchus Melenchonus tonna que cela était chose ahurissante, que cette arrestation était un déshonneur et qu’interdire les démonstrations de soutien au peuple de la Palestrine, alors même qu’elles se faisaient partout dans le monde, était une scélératesse. Las ! Le Roy avait choisi son camp.

Dans la bonne ville de Massalia et dans toute la Provence, on continuait de concocter la bouillabaisse royale, laquelle tenait bien plus de la farce. Sa Maniganceuse Gastrologie s’était en effet piquée de ce qui se tramait là bas. Des accointances fort agréables avaient été scellées avec le baron du Muzo. Madame de l’Ecluse avait été priée de rester muette. On lui ordonna de laisser à entendre - sans toutefois en piper mot - qu’elle se présenterait au Tournoi, et qu’à la dernière minute elle se retirerait, ceci afin de laisser toutes ses chances au baron du Muzo, à qui elle remettrait in petto son écharpe. Il ne fallait point que cela se sût mais cela se savait. Le baron du Muzo avait quitté sa Faction, les Raispoublicains, mais il en portait quand même les couleurs. Le duc de Nice, monsieur de la Fessetransie, ayant été de ceux qui chez ces mêmes Raispoublicains avaient prêté allégeance au Roy, au grand dam du baron des Latrines, partait cependant sous la bannière de monseigneur du Muzo, lequel avait engagé des Dévôts pour figurer parmi ses troupes. Du côté de la Senestre, ce n’était guère mieux. Les Printaniers s’étaient mis en tête de devenir barons. Un Jardinier fort imbu de lui-même, monsieur de la Félicité, s’était intronisé champion de la Senestre pour le Tournoi, quoique son tropisme le fît pencher à l’opposé. Afin de pouvoir prêter allégeance au baron du Muzo en vue du second tour du Tournoi pour tenter de faire pied au baron de la Mare d’Anis, le chef des Haineux, on avait écarté les Insoumis et les civils qui s’étaient piqués de participer au jeu. Les Riens et les Riennes de cette province regardaient d’un œil morne et triste ce qui se tramait dans l’arrière-cuisine. Nul appétit ne leur venait.

Ainsi en allait-il au Royaume du Grand Cul par dessus Tête, en ce froid mois de mai de l’an de disgrâce 21. Quelques quarante années auparavant, Feu Françoué 1er dit Tonton avait accédé au trône. D’aucuns en gardaient encore un vif souvenir. Pour d’autres, il s’était terni. La vieille République semblait bien lointaine. Le tribun Ruissellus, chef de la Faction de la Faucille et du Marteau, avait reçu l’onction d’une partie de ses pairs pour se présenter au Tournoi de la Résidence Royale. Il ne sentait plus d’aise. On l’invitait dans les salons, on se le disputait. Il se prêtait fort complaisamment au jeu. Les gazetiers étaient enchantés. Qu’il était commode de traiter avec un opposant quand il se montrait aussi lisse et accommodant.

*Paru sur https://joursheureux.blog*

Les trouvailles d’Agnès Bihl 2

*Glanées sur le net par* ***Agnès Bihl***

****

**Féminicides : stop com**

*Par* ***Fatima Benomar***

**Le 39ème féminicide de l’année** commis le 4 mai à Mérignac [aurait pu être évité](https://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/aHNW6egjQBMrSNHgJ771L5cIXmhYu6byBKEtYf3Nt_rA3I37UAzk4tEcoea2RSh6ABx2XdKcLXSwzxFOvFH0iobXDb9jH1-470H7wfGrSZfc9gOAmGrFpYJxiGKxfULOsqkGuWdfuctp5CZTqYxATMV_1cDBPXeTJ-I-SgyqOy7V44xgiLbao5SQUvoWrBCsjnOofsVqI-T5nha5xrZ06uZlXbQPBaJjq5lsPsExoqipkjcW_KogO4BSwJqYkG0542eJTXJ04g1ufQXlZ-tOR1YkYjg-1cuFeYCFUlNMK7wdrou8N5zrFIsxXIRspM7F1BgShnZxw4AHKVzG_OQ6PKvw-wPM_1-ZR7kdb_kuWXskxILI). Brûlée vive par son mari qui venait d'être condamné pour violences conjugales et libéré sans qu'on daigne la prévenir ou organiser sa protection, Chahinez, 31 ans, voulait vivre et avait tout fait pour défendre son droit à l'existence. Mais les habituels dysfonctionnements judiciaires ont eu raison de sa combativité.

**Nous oscillons depuis plusieurs décennies** entre les chiffres d'une femme qui meurt tous les 2,5 jours, ou tous les 3,5 jours, quels que soient les gouvernements qui se succèdent. L’Inspection Générale de la Justice évoque dans son rapport d'octobre 2019 «de véritables dysfonc- tionnements en matière de suivi des auteurs de violences et de protection des victimes =». 41% des victimes de féminicides avaient dénoncé des violences antérieures.

**Le suivi des hommes violents après leur incarcération** est également un sujet primordial, afin qu'ils arrivent à dépasser les schémas machistes qu’ils ont intégrés et le rapport d'appropriation qu'ils développent envers leurs compagnes. La prison étant en soi un environnement pathogène, les peines peuvent ne faire qu'aggraver ce rapport à la violence si elles ne sont pas assorties d'un travail de fond, comme l'a plusieurs fois plaidé le Magistrat Luc Frémiot. Les forces de l’ordre doivent aussi déconstruire les idées reçues qui les amènent à jeter le discrédit sur les victimes de violences conjugales, à ne pas prendre au sérieux les menaces qu'elles reçoivent, sous prétexte qu’elles n’ont pas l'attitude ou les éléments de langage qu'ils attendent d'elles.

**Sans oublier les faibles moyens financiers alloués à la cause** comme le dénoncent les associations qui réclament un milliard d’euros, soit un budget calqué sur ce qui se fait en Espagne, un des meilleurs modèles en la matière. Pendant le premier confinement, en pleine explosion des violences conjugales, le gouvernement qui mettait des milliards sur la table au nom du quoi qu’il en coûte dans de nombreux secteurs, s'est entêté à refuser de nous entendre concernant ce qui est censé être la grande cause nationale. Les signalements pour violences sexuelles ou sexistes ont aussi augmenté de 60% durant le deuxième confinement.

**Nous avons aussi assisté à une répugnante récupération raciste** de ce féminicide de la part de plusieurs personnalités de droite et d'extrême-droite. [Lydia Guirous](https://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/89vSdWvXcjYlZRRcKQGtXpb_AMQY2hp6Y0uPxSG2JNflAUeccx-51MTr4FEHV4cBAXRyUHZ5kuYI90NYIaspkKrRg0hWOfV26nTxrO47rwTIJKTD3VWFr8_sSkTVt6GuBzWyYxiGGxCAk5u7KaP6phB8KQf-0DlKS7Qw_VDV-Ytf60t7UC_TocK-Xs1kgbZz9jjt2QZd_OkopyaDFw9repcPf1c0bWdIhAqF), [Valeurs Actuelles](https://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/uulA1le5JFKVxLGM3HuYiMYoWKAZqE7NcrKSqoo-mm6sUDuEjpQTSiQIeSV-Rh-8aL1AIq7Up5Y9pgl20holbD-mGGl4Dex7hIEpRf2ITprz80jSr-J6HI_Y0QxPBmanFzq1OyRnvkqLi_azsTfJGyL1N4jNZ5C6DQ75qAaRzTDJHbKnKez025sa7TeWmB51n0t2cp5P_2tcwI6fmMqtDaWOOyty4g) ou encore [William Goldnadel](https://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/jiPfBhXmXMt1_F0tXa_GO7b8fT7bJhgJPhx6pUDuxD70XHKJR4am5EVNDpkJkGGWBUdxfuyZ7UWTV4EchCh184XNMU2LjZW_Fcbuhf5CRjzuPTVBdmNaCL_W3MSc8K-0UWGBjSM1_zID0yZWf8SeFq--LoWhlVEoZJ1AIqTgV0gfeeE54DEFu1gOAl-uPNbTfTV9mooKI7zhTBzzncVYpcARyIzmqUY5G-w) ont voulu mettre en exergue un lien entre féminicides et immigration sous prétexte que l'assassin avait un patronyme arabe. Certains ont fustigé le prétendu "silence des féministes".

Depuis, les a-t-on entendu, eux ?

Trois autres femmes ont été tuées par leurs compagnons. Jeudi 6 mai à Forges-de-Lanouée, une sexagénaire a été abattue par son conjoint qui s'est ensuite suicidé, laissant une lettre confirmant le meurtre et évoquant une affaire d'agressions sexuelles sur mineur de moins de 15 ans dont il avait reconnu les faits. Mardi 11 mai à Reims, on a retrouvé le corps de Coralie, trentenaire tuée à l'arme blanche par son conjoint Vincent Philippon. Son entourage nous apprend qu'elle avait décidé de rompre, et qu'elle le lui avait annoncé le soir où il l'a tuée. Dimanche 9 mai à Longpré-lès-Amiens, Claire, 34 ans, mère de 2 enfants, a été poignardée à mort par son compagnon Gwénaël Welsch, déjà connu des forces de l'ordre, qui étaient intervenues en 2020 à son domicile alors qu'il possédait une arme. Aucune de ces affaires ne montre un quelconque lien entre immigration et féminicides. On entrevoit, en revanche, ce que les féministes ont mille fois pris la peine d'analyser. Désir misogyne d'empêcher une femme de faire le choix de partir. Continuum des violences sexuelles, pédocriminelles et sexistes. Dysfonctionnements judiciaires. Patriarcat culturel et institutionnel.

ConsentementS

*Par* ***Saül Karsz***

[Certains vocables provoquent des mobilisations, controverses, prises de position, exaltations à foison. C’est le cas, actuellement, du «consentement» - justement parce que ce n’est pas simplement un vocable parmi d’autres mais le porte-parole de dimensions stratégiques de l’existence individuelle et collective : sexuelle, morale, juridique, politique, institutionnelle…](http://n484.mjt.lu/lnk/AUoAAC5fI28AAct2LZYAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgnR1I-pUu6WoXQhOSMMY6Y52CXgAJHqg/4/AqxqeraI1vsehLR1N8AptQ/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9jb25zZW50ZW1lbnRzLw)

[Si le consentement en matière sexuelle concerne un des domaines les plus intimes des sujets humains, cette intimité n’est pas à l’abri des législations (à partir de quel âge le consentement est-il recevable ?) ni des positionnements moraux et doctrinaires (à quelles conditions doit satisfaire un consentement ?). La justice dit-elle quelque chose en matière de jouissance autorisée ou interdite ? Comment la psychanalyse argumente-t-elle ce qu’il en est du consentement ? Bref, la capacité mobilisatrice de ce vocable lui vient des traversées multiples qu’il met en branle.](http://n484.mjt.lu/lnk/AUoAAC5fI28AAct2LZYAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgnR1I-pUu6WoXQhOSMMY6Y52CXgAJHqg/5/sAMFa_3awgrtSKpwlBAnZw/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9jb25zZW50ZW1lbnRzLw)

[En effet, aucune de ces dimensions n’est traitée ni traitable sans convoquer les interdépendances qui la relient à d’autres dimensions, leurs articulations incessantes, leurs effets réciproques. Ces va-et-vient intersectoriels constituent une situation de fait, inscrite dans le traitement de chaque dimension, quel que soit l’abordage particulier qu’on lui réserve. Là réside l’impact contemporain de la notion de consentement.](http://n484.mjt.lu/lnk/AUoAAC5fI28AAct2LZYAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgnR1I-pUu6WoXQhOSMMY6Y52CXgAJHqg/6/Y-xTEPzYiLid7qLp5iNWvQ/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9jb25zZW50ZW1lbnRzLw)

[Mais, faut-il en parler au singulier ou bien au pluriel ? Car ce ne sont pas seulement des expériences diverses et variées et des champs disciplinaires hétérogènes qui sont sollicités. C’est la notion qui, elle, suscite des caractérisations sinon des définitions tantôt opposées, tantôt parallèles. Chaque fois, les sous-entendus et les visées diffèrent, les argumentations suivent des orientations qui ont peu ou rien en commun. Leurs recoupements n’aboutissent pas à des unifications, moins encore à des fusions. Sous l’appellation « consentement » on ne retrouve pas un objet unique.](http://n484.mjt.lu/lnk/AUoAAC5fI28AAct2LZYAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgnR1I-pUu6WoXQhOSMMY6Y52CXgAJHqg/7/FlMvtsuCTrOO2CFUFpprJw/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9jb25zZW50ZW1lbnRzLw)

[Le pluriel a l’avantage de rappeler que chaque abord, toujours particulier, reste inévitablement incomplet, obligatoirement connecté à d’autres, manifestes ou implicites, reconnus ou déniés. Les singularités ne cessent de s’en nourrir. Ce statut, le consentement le partage avec moult autres notions qui fonctionnent, elles aussi, comme des composites conjoncturels, des solutions de compromis plus ou moins bancales, plus ou moins réussies - quoiqu’il en soit, périssables, modifiables, remplaçables. L’admettre encouragerait des débats probablement toujours passionnants mais sans doute moins passionnels, moins péremptoires. *Davantage pensés, davantage opérationnels.*](http://n484.mjt.lu/lnk/AUoAAC5fI28AAct2LZYAAAF_rZQAAAAA4pcAAD5JAAmgJABgnR1I-pUu6WoXQhOSMMY6Y52CXgAJHqg/8/46aPjv12MrNb1tFEpEi7vw/aHR0cHM6Ly93d3cucHJhdGlxdWVzLXNvY2lhbGVzLm9yZy9jb25zZW50ZW1lbnRzLw)

*Paru dans www.pratiques-sociales.org*

Aides publiques et dividendes : les hypocrisies de l’Etat actionnaire

*Par Olivier Petitjean*

Ce jeudi 6 mai 2021, EDF et Thales tiennent leurs assemblées générales annuelles. Ces assemblées devraient valider le versement de 653 et 384 millions d’euros de dividendes respectivement. Soit plus d’un milliard d’euros au total, dont une grande partie ira abonder... le trésor public. Ces deux groupes ont en effet le même actionnaire principal : l’État. Toutes deux ont reçu force aides publiques dans le cadre de la crise sanitaire. Thales - dont une partie de l’activité est liée au secteur aéronautique, fortement affecté par la pandémie - a bénéficié de la baisse des impôts de production, du chômage partiel, du plan de relance aérien, et des achats d’obligations de la Banque centrale européenne. EDF a également eu recours au chômage partiel, et a en outre bénéficé de l’enveloppe de 20 milliards d’euros confiée à l’Agence des participations de l’État pour protéger les firmes jugées «stratégiques».

Dividendes massifs en temps de crise sanitaire avec la bénédiction de l’État

Certains diront qu’en touchant sa part de dividendes de Thales et EDF, l’État ne fait en un sens que reprendre d’une main ce qu’il a donné de l’autre. En réalité, l’enjeu est ailleurs : en autorisant ces dividendes, le gouvernement acte publiquement et officiellement qu’il estime normal que des entreprises reversent chaque année la quasi totalité de leurs profits (ou plus) aux actionnaires, même en période de pandémie et de crise économique, et même lorsque lesdites entreprises ont bénéficié d’importantes aides publiques. Il y a un an, au printemps 2020, la ministre du Travail Muriel Pénicaud avait indiqué que l’État français demanderait *«aux entreprises dont il est actionnaire de ne pas verser de dividendes par solidarité»*. Cette «demande» a été très inégalement respectée, comme nous l’avions montré dans le premier rapport Allô Bercy ? d’octobre 2020 : l’instruction a été relativement suivie par les firmes dans lesquelles l’État détient une participation directe, comme Engie, mais beaucoup moins par celles détenues indirectement, via Bpifrance ou la Caisse des dépôts.

Cette année, le gouvernement ne prend même plus la peine de demander un geste symbolique. Engie veut verser un dividende de 1,28 milliard d’euros en dépit de sa perte de 1,5 milliard en 2020 du fait de la crise. Orange va encore plus loin en proposant 2,4 milliards à ses actionnaires. Et ainsi de suite. Le gouvernement ne s’embarrasse pas trop non plus de conditions en matière d’emploi. Plusieurs groupes dont l’État est actionnaire ont engagé d’importants plans de suppressions d’emploi, alors même qu’ils figurent parmi les plus aidés par la puissance publique au cours de l’année écoulée. Renault, Airbus et Safran ont à elles trois supprimé 30 000 emplois en 2020, avec d’autres à suivre.

EDF et Thales, deux cas d’école

Thales illustre les impasses qui résultent de la passivité délibérée de l’État. Le groupe prévoit donc de verser 384 millions d’euros à ses actionnaires (principalement l’État et le groupe Dassault), soit 80% de ses bénéfices sur l’année 2020, bénéfices qu’il doit pourtant en partie au moins aux différentes aides financières apportées par les pouvoirs publics. Sans parler de l’aide indirecte que constitue le refus gouvernemental de mettre en oeuvre des politiques ambitieuses pour réduire le recours à l’avion et son impact climatique (comme celles proposées par la Convention citoyenne pour le climat). Dans le même temps, Thales a perdu 2,5% de son effectif en un an, et a annoncé un nouveau plan de suppression de 1000 emplois en France.

Hors de l’indice CAC40, EDF reprend donc lui aussi ce printemps la distribution de dividendes (partiellement annulés l’année passée) avec 650 millions redistribués à ses actionnaires. C’est l’équivalent de la totalité des bénéfices générés par l’entreprise en 2020. 84% de ces 650 millions iront directement dans les poches de l’État. Un étrange tour de passe-passe alors que ce même État veut, à travers le «plan Hercule», franchir une nouvelle étape dans le démantèlement et la privatisation du groupe d’électricité en arguant du fait qu’EDF n’a pas assez d’argent pour faire face à ses besoins en investissement ! Comme si, en plus de contribuer à la sacralisation des dividendes, le gouvernement cherchait délibérément à priver les firmes dont il est l’actionnaire des ressources nécessaires pour affronter l’avenir.

*Paru dans https://multinationales.org, le site de l’Observatoire des multinationales*

Les trouvailles d’Agnès Bihl 2

*Glanées sur le net par* ***Agnès Bihl***



Birmanie : vers des sanctions énergiques contre les généraux ?

*Par le Francis Christophe*

Les Occidentaux le savent. Le talon d’Achille des généraux putschistes en Birmanie est énergétique. Ils sont sous perfusion financière d’un montage complexe autour de l’exploitation d’un immense champ gazier. Le tout conçu et mis en œuvre par Total en partenariat avec Chevron. La France et les États-Unis ont donc une arme décisive entre leurs mains. Si Paris ne semble toujours pas vouloir actionner ce levier, un groupe bipartisan au Sénat à Washington a demandé à Joe Biden des sanctions là où ça fait mal pour la junte birmane.

Toutes les parties concernées par le maelstrom birman ont découvert le 28 avril, le franchissement d’une étape décisive dans la saga trentenaire des sanctions contre les juntes successivement au pouvoir en Birmanie. Une dépêche de l’agence Reuters, reprise par certains medias internationaux, annonce la suspension d’une véritable épée de Damoclès au-dessus de la tête des généraux putschistes du 1er février. Cette dépêche expose quelques singularités survenues la semaine dernière au Sénat des États-Unis, surprenant des analystes chevronnés consultés par Asialyst. Depuis la prise de fonction de Donald Trump en janvier 2017 jusqu’au 28 avril 2021, aucun groupe bipartisan n’avait pu voir le jour au Sénat, tant le fossé idéologique séparant les républicains des démocrates est profond. Un tel groupe vient cependant d’être constitué aux fins déclarées de réclamer au plus haut niveau de l’administration Biden des sanctions visant explicitement la compagnie MOGE (Myanmar Oil and Gas Entreprise), la principale pompe à devises des juntes successives qui saignent la Birmanie depuis 30 ans.

L’intergroupe sénatorial chiffre à 1,1 milliard de dollars les revenus annuels en devises tirés par les généraux des exportations de gaz. Jusqu’à la semaine dernière prévalait dans l’administration américaine et les grands médias le chiffre donné par l’EITI (Exctractive Industries Transparency Initiative). Selon cette organisation internationale, financée par des États, des Organisations onusiennes et des contributeurs privés, dont Chevron et Total, Chevron aurait payé environ 50 millions de dollars entre 2014 et 2018. les chiffres donnés par le PDG de Total dans sa tribune du 4 avril sont du même ordre de grandeur. Jusqu’à présent, ni les sénateurs, ni l’administration Biden, ni les grands médias n’ont relevé le gouffre qui sépare les revenus réels parvenant aux généraux, des versements avoués des compagnies Total et Chevron. Désigner explicitement le conglomérat MOGE, la pompe à devises des généraux, comme cible d’une interdiction de toute transaction, constitue une menace crédible de sanctions à effets rapides. Dans l’extra-territorialité caractéristique du droit américain, un décret du président Biden visant la MOGE tarirait instantanément tous les flux financiers liés aux exportations de gaz birman.

Le groupe Total, opérateur du champ gazier offshore de Yadana, préside aussi, via une filiale basée aux Bermudes, le Moatama Gas Transport Company, le gestionnaire du gazoduc, de ses stations de compression et de ses compteurs. Il est par construction, co-architecte des complexes – et peu orthodoxes – circuits financiers connectés à la MOGE. Le partenaire Chevron n’a jamais émis d’objections connues à ces dispositifs bien rodés en 20 ans de fonctionnement. Faire planer une menace crédible de sanctionner la MOGE, telle est l’épée de Damoclès suspendue au dessus de la tête des auteurs du coup d’État. Cela couperait leur perfusion financière vitale et remettrait en cause le maintien pur et simple en Birmanie de leurs partenaires Total et Chevron. La composition à Washington de l’inter-groupe sénatorial réclamant des sanction contre la MOGE vient préciser la menace. En est membre le sénateur républicain de Floride, Marco Rubio. Cet anti-castriste, anti-chaviste primaire, se targue d’avoir, sous l’administration Trump, bloqué des comptes en devises de la PDVSA, la société pétrolière de l’État vénézuélien, et d’en avoir transféré le contenu à Juan Guaido, l’opposant soutenu par les États-Unis au président Nicolas Maduro. Bref, un précédent pas de nature à réconforter le général Min Aung Hlaing et sa clique.

Aucun contre-pouvoir à Paris

À Washington vient d’émerger au Sénat un contre-pouvoir aux lobby des industries extractives partisans du *«business as usual»* chez les généraux birmans, comme ailleurs. Rien de tel à Paris. L’influence de Total demeure, depuis des décennies, sans contrepartie allant au-delà d’ONG, de rares articles de presse ou de livres peu lus. Un diplomate français de haut rang, appelé à exercer des fonctions couvrant l’Asie du Sud-Est, est reçu par son ministre – la scène se déroule entre la fin des années 1990 et 2015, mais ne serait, selon des sources au Quai d’Orsay, pas totalement caduque en 2021. Le ministre des Affaires étrangères, après avoir évoqué une série de dossiers concernant des point précis à suivre dans certains pays asiatiques en vient à la Birmanie. *«Notre ligne dans ce pays se résume en trois mots,* déclare le ministre : *Total, Total, Total».* L’influence de Total en France ne se limite pas à des entrées privilégiées aux plus hauts sommets de l’État et des ministères. Le groupe est aussi le principal pratiquant du mécénat d’entreprise en France. Qui n’est pas subventionné, peut espérer le devenir. À la rédaction du *Nouvel Observateur,* (devenu *L’Obs)* on se souvient encore avoir été privé de publicité du pétrolier pendant cinq ans après avoir publié un article sur les méthodes expéditives employées par l’armée birmane pour dégager le tracé du futur gazoduc vers la Thaïlande.

Le réseau Total vient d’occuper à Paris une position inespérée. En début d’année, Anne Hidalgo nomme à la direction des affaires internationales de la ville de Paris un ancien directeur des affaires publiques de Total : Paul-David Regnier. Sa nomination, avec un tel profil, responsable de l’image internationale d’une ville gouvernée par une majorité avec EELV, n’a suscité aucun commentaire public. Voilà qui donne aussi la mesure de l’influence de Total, et de l’omerta qui l’accompagne. Personne à la direction de Total comme aux sommets de l’État français n’a la moindre influence sur ce que décidera, ou pas, l’administration Biden contre la MOGE. Par définition, une épée de Damoclès déstabilise dans la durée.

*Article paru dans asialyst.com*

Publier un livre politique, ou comment faire campagne sans le dire

*Par le Christian Le Bart*

Un ancien premier ministre (Edouard Philippe), un ministre en exercice (Bruno Le Maire), un ancien candidat à l’élection présidentielle (Philippe de Villiers), un candidat déclaré à l’élection de 2022 (Jean‑Luc Mélenchon) : le livre politique réunit la droite et la gauche, les anciens et les modernes, les gouvernants et les opposants… La campagne présidentielle qui s’amorce se jouera sur les plateaux de télévision, sur les ondes de radio, sur les réseaux sociaux, dans la presse, mais également, comme les précédentes, en librairie. En effet, l’électorat qui désignera le (ou la) titulaire de la fonction est aussi un lectorat. Twitter n’a pas, bien au contraire, démonétisé le livre. Plus que jamais, celui-ci apparaît comme [modalité distinguée de communication](https://www.cairn.info/la-politique-en-librairie--9782200280482.htm), avec le grand public. À l’image dégradée d’un Donald Trump tweetant fébrilement au fil de ses humeurs et de ses pulsions de l’instant, le livre oppose un imaginaire du temps long, celui de l’écriture et de la lecture (solitaires), celui de la sagesse et de la hauteur de vue. La disposition à l’écriture démontre la présidentiabilité car elle suppose la capacité à analyser, à anticiper, à voir les choses en surplomb. Dans un pays comme la France qui accorde au livre une [valeur d’exception](https://www.seuil.com/ouvrage/le-pays-de-la-litterature-pierre-lepape/9782757804018) (prix unique du livre, statut des librairies en période Covid…), la figure de l’auteur est de nature à faire impression. Et dans un contexte où la légitimité politique traditionnelle, celle que confèrent le suffrage universel et les institutions politiques, [tend à s’affaiblir significativement](https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/Round%2012%20-%20Barom%C3%A8tre%20de%20la%20confiance%20en%20politique%20-%20vague12-1.pdf), la légitimité conférée par le statut d’auteur constitue une ressource alternative forcément appréciable.

Témoigner d’une disposition lettrée

Par ailleurs, le livre peut témoigner d’une disposition lettrée qui, si elle se situe désormais au plus loin des exigences de la professionnalisation politique, peut faire, aujourd’hui encore, [son petit effet](https://www.estrepublicain.fr/politique/2020/07/23/sarkozy-hollande-de-villiers-comment-se-vendent-les-livres-des-politiques). Les interférences entre univers littéraire et univers politique se sont certes raréfiées au fil du temps, les carrières à la Chateaubriand, Hugo ou Lamartine étant difficilement imaginables aujourd’hui en France. Le général de Gaulle a risqué de ce point de vue un formidable anachronisme : les Mémoires de guerre imposaient l’écriture, sinon la littérature, comme attribut présidentiel, grandeur politique et grandeur littéraire se superposant pour créer les conditions d’une «exceptionnalité» que l’élection au suffrage universel direct, en 1962, allait tout à la fois consacrer et cristalliser.

Littérature et politique ont, depuis, repris leurs distances : si quelques grands écrivains ont pu endosser des rôles politiques (Aimé Césaire, André Malraux…), et si quelques politiques ont pu démontrer des talents de plume (François Mitterrand, François Léotard, Dominique de Villepin, aujourd’hui Bruno Le Maire), la politique y compris présidentielle s’est [affranchie](https://www.cairn.info/la-politique-en-librairie--9782200280482.htm) de toute littérarité. L’obsession de la légitimité littéraire qui conduira [Valérie Giscard d’Estaing à l’Académie française](https://www.academie-francaise.fr/actualites/election-de-m-valery-giscard-destaing-f16) ne se retrouve guère chez ses successeurs : Nicolas Sarkozy devra certes faire machine arrière pour avoir trop joué de son image d’ [«enfant de la télé»](https://www.dailymotion.com/video/x68n3c) ignorant de la [«Princesse de Clèves»](https://www.lemonde.fr/cinema/article/2011/03/29/et-nicolas-sarkozy-fit-la-fortune-du-roman-de-mme-de-la-fayette_1500132_3476.html) (Madame de Lafayette), mais les derniers présidents, si soucieux aient-ils été de promouvoir la culture française, ont renoncé à toute prétention littéraire.

Un média apprécié par les politiques

Ainsi délesté de toute valeur littéraire, le livre politique demeure pourtant un média apprécié par les politiques et les communicants. Il permet de donner à voir un diagnostic sociétal, un projet de société, éventuellement un programme présidentiel. Il permet surtout de se mettre en scène comme personnalité politique, voire comme marque (comme le suggère le doctorant et communicant [Raphaël Llorca](https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-7h50/l-invite-de-7h50-14-avril-2021)) selon une grammaire individualisée parfaitement ajustée à la logique de l’élection présidentielle. Edouard Philippe et Bruno Le Maire insistent sur leur statut d’hommes «libres», au-delà des pesanteurs associées aux rôles institutionnels. La fameuse rencontre entre un homme ou une femme, et un peuple, au principe de l’épreuve électorale, est déjà inscrite dans l’acte de publication : car plus que jamais le livre politique est l’affaire d’une [personnalité signataire](https://www.cairn.info/les-emotions-du-pouvoir--9782200621940.htm), celle-là même que l’on retrouvera en portrait sur la couverture, celle-là même qui se confiera au fil de pages au ton volontiers intimiste. Bruno Le Maire par exemple met en scène d’entrée ses affects comme dans Paul où il évoque un [ami disparu](https://bibliobs.nouvelobs.com/l-humeur-de-jerome-garcin/20181220.OBS7428/bruno-le-maire-a-l-ami-auquel-il-n-a-pas-sauve-la-vie.html) ou plus récemment dans son [ouvrage](https://www.lepoint.fr/livres/exclusif-ce-que-contient-le-nouveau-livre-de-bruno-le-maire-05-12-2020-2404348_37.php) L’Ange et la bête.

Le livre politique n’est plus ce qu’il était dans les années 60 ou 70. Les singularités individuelles s’effaçaient alors devant ces auteurs collectifs hégémoniques qu’étaient les partis politiques. Certains ouvrages étant carrément signés du PSU, du CERES, du collectif Assises su Socialisme… L’énonciation, lorsqu’elle s’individualisait, demeurait enfermée dans des formes de loyauté partisane qui rendaient le texte impersonnel, sinon prévisible. Pierre Juquin par exemple, [écrivant depuis le PCF](https://www.lemonde.fr/archives/article/1971/09/22/le-sens-du-reel_2447122_1819218.html), réfutait l’idée même de point de vue personnel. Les auteurs étaient avant tout des porte-parole.

Des auteurs libérés des loyautés partisanes

Les politiques qui publient aujourd’hui ne se situent plus du tout dans cette logique. Libérés des loyautés partisanes et même gouvernementales, les politiques écrivent en tant qu’individus pour exister [dans un champ politique hyper-individualisé](https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01142711/). Ils empruntent à une grammaire de l’authenticité qui fait voler en éclat toutes les loyautés institutionnelles. Il s’agit pour eux de donner à voir une personnalité (au-delà des institutions), une sensibilité (au-delà des idéologies et des doctrines), une volonté d’agir (au-delà des programmes). Les livres politiques se teintent d’une dimension autobiographique : on y parle famille et amis, parcours scolaire et années de formation, expériences politiques et extra-politiques, on y révèle ses passions, ses lectures, ses ambitions… Peopolisation ? On pourrait parler aussi de présidentialisme ordinaire pour désigner la large diffusion au sein de la classe politique de formes de présentation de soi longtemps restreintes aux seuls présidents en exercice. La personnalisation de la République conférait au chef d’État une visibilité à laquelle ne pouvaient prétendre les autres figures de la politique. Lui seul, par exemple, exposait femme et enfants comme le fit Valery Giscard d’Estaing en 1974.

Le livre politique permet désormais, avec d’autres médias bien sûr, de diffuser cet ethos à un grand nombre de personnalités politiques, celles et ceux qui, parce qu’ils/elles ont occupé des positions institutionnelles exposées (ministre, chef de parti, maire de grande ville…), existent dans l’espace public y compris auprès du grand public. L’ethos présidentiel s’est diffusé aux candidats puis aux présidentiables déclarés, supposés, pressentis… Cette catégorie est devenue de plus en plus large dès lors que toute la vie politique tend à se construire autour de ce seul enjeu (réforme du quinquennat, procédure des primaires…).

Attirer la lumière, valoriser la sincérité

De la sorte réorientés, les livres politiques s’ajustent à un air du temps qui valorise la sincérité et l’authenticité, au-delà des rôles et des attendus institutionnels. Les auteurs prétendent dire la vérité ; celle de leur rapport au monde, celle du petit monde politique dont ils ne craignent plus de révéler les coulisses, celle du monde social qu’il prétendent gouverner. Ainsi Bruno Le Maire s’autorise-t-il à décrire les coulisses du macronisme depuis sa position de ministre de l’Économie. Publié alors qu’il est ministre en exercice, l’ouvrage (L’Ange et la bête, mémoires provisoires, Gallimard, 2021) ne peut manquer d’attirer la lumière sur son auteur : celui-ci affirmera évidemment sa loyauté sans faille vis-à-vis du président et du premier ministre, mais il revendiquera aussi une liberté d’écrivain (dire la vérité) qui l’autorisera à s’affranchir des définitions traditionnelles du rôle de ministre (agir efficacement, servir le collectif gouvernemental, s’effacer en tant qu’individu). On voit ici la vraie raison d’être du livre politique : permettre à une personnalité politique d’exister au-delà de rôles institutionnels qui ne suffisent pas toujours à rendre visible, ou qui confèrent une visibilité contrainte et formatée. [Le glissement de l’ethos d’exemplarité à l’ethos de singularité](https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01142711/) participe à l’évidence de la présidentiabilité ordinaire évoquée précédemment.

L’individualisation du champ politique se marque alors dans la superposition de deux stratégies de présentation de soi : l’une fondée sur l’exemplarité institutionnelle, au risque de l’impersonnalité ; l’autre fondée sur la singularité, au risque de l’imprévisibilité. Le livre politique permet même à ceux qui ont perdu toute position institutionnelle de continuer à exister dans le champ politique. Les tournées de dédicace de François Hollande et de Nicolas Sarkozy s’inscrivent dans cette logique, au même titre que les essais de Philippe de Villiers mais aussi, dans un autre style, Michele Obama.

*Article paru dans https://theconversation.com*

La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !